



## PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

### Arrêté préfectoral n°06 DAIDD/M/014

**Refusant à la société R.E.P. l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière d'argile et de calcaires sise sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN- LAVAL Prescrivant des travaux de remise en état de la carrière**

Le Préfet de Seine et Marne,

Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, ses parties législatives et réglementaires,

Vu le code minier,

Vu le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V titre II relatives à l'archéologie préventive,

Vu le code de la voirie routière et le code rural

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code forestier,

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions du Code de l'Environnement susvisé,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le Règlement Général des Industries Extractives,

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L214-3 du Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,

Vu le décret n° 04-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,

Vu l'arrêté préfectoral n° 75 CAR 050 du 25 septembre 1975 autorisant la société Les Argiles et Produits Céramiques Merlange (S.A.P.C. Merlange) à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile, sables argileux et calcaires sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LAVAL,

Vu l'arrêté préfectoral n° 90 DAE 2M 008 du 30 janvier 1990 autorisant la Société VENDRAND S.A à se substituer à la Société Les Argiles et Produits Céramiques Merlange (S.A.P.C Merlange) pour poursuivre l'exploitation d'une partie d'une carrière à ciel ouvert d'argile, sables argileux et calcaires sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LAVAL,

Vu l'arrêté préfectoral n° 92 DAE 2M 022 du 17 avril 1992 modifiant l'arrêté préfectoral n° 75 CAR 050 du 25 septembre 1975, (pour assurer une continuité de la remise en état du site avec la carrière voisine exploitée par la SAPRR),

Vu l'arrêté préfectoral n° 95 DAE 2M 050 du 4 novembre 1995 donnant acte à la Société SAPC Merlange de la déclaration d'abandon d'une carrière à ciel ouvert de sables argileux et calcaires qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LAVAL,

Vu l'arrêté préfectoral n° 92 DAE 2M 047 du 25 septembre 1992 autorisant la Société VENDRAND à se substituer à la SAPC Merlange pour l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière d'argile à SAINT GERMAIN LAVAL,

Vu la déclaration du 30 janvier 1995 de changement d'exploitant de la Société Routière de l'Est Parisien (REP) se substituant à la Société VENDRAND dont Monsieur le Préfet de Seine et Marne a pris acte par courrier du 6 février 1995,

Vu l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 007 du 12 février 2001 modifiant les prescriptions relatives à la remise en état de la carrière pour prendre en compte les travaux de réaménagement final prescrits dans le cadre du CET voisin,

Vu le procès verbal de recollement du 11 février 2005 pour une partie de la carrière,

Vu la demande en date du 08 avril 2005 par laquelle M. KOCH agissant en qualité de directeur général adjoint de la société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.), sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière d'argile et de calcaires sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LAVAL complétée en dernier lieu le 15 juin 2005,

Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 17 juin 2005 constatant le caractère complet et régulier de cette demande transmise par la préfecture de Seine-et-Marne le 15 juin 2005,

Vu l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2M 033 du 8 août 2005 portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société Routière de l'Est Parisien (R.E.P.) à l'effet d'être autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière d'argile et de calcaires sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LAVAL,

Vu les avis portés sur le registre d'enquête publique ainsi que les courriers adressés au commissaire enquêteur,

Vu le courrier du 9 novembre 2005 adressé par le demandeur à madame le maire de la commune de SAINT-GERMAIN-LAVAL lui confirmant son engagement de finir la remise en état de la carrière avant le 31 juillet 2007 sans aucune sortie de matériau,

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 10 novembre 2005 qui tenant notamment compte de l'avis du conseil municipal de Vu le courrier du 9 novembre 2005 adressé par le demandeur à madame le maire de la commune de SAINT-GERMAIN-LAVAL, sollicite un délai pour remettre en état la carrière selon un plan joint,

Vu le rapport (22 novembre 2005), les conclusions et avis motivé défavorable sur la demande de poursuite d'extraction du commissaire enquêteur mais favorable en ce qui concerne l'octroi d'un délai de réalisation de la remise en état de la carrière,

Vu les avis émis par les services techniques et administratifs DDASS, DDAF, DIREN, DRAC, Service de la Navigation de la Seine, SDIS,

Vu l'avis de la DDE constatant que le projet de carrière n'est pas compatible avec les dispositions du P.L.U. de la commune de SAINT-GERMAIN-LAVAL approuvé le 30 juin 2005,

Vu les délibérations défavorables des communes de SAINT-GERMAIN-LAVAL, FORGES, MONTEREAU-FAULT-YONNE, MAROLLES-SUR-SEINE et COURCELLES-EN-BASSEE,

Vu les délibérations favorables des communes de SALINS et LAVAL-EN-BRIE,

Vu l'avis défavorable de Monsieur le Sous-Préfet de PROVINS concernant la poursuite de l'extraction, mais favorable à l'octroi du délai pour terminer la remise en état,

Vu l'avis et les propositions de Madame le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 27 février 2006,

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 02 juin 2006,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié le 06 juin 2006 à l'exploitant qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant que le projet de poursuite de l'exploitation de cette carrière est incompatible avec les dispositions du P.L.U. de la commune de SAINT-GERMAIN-LAVAL approuvé le 30 juin 2005.

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

### Article 1 : refus

L'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière d'argile et de calcaire de SAINT-GERMAIN-LAVAL est refusée à la société Routière de l'Est Parisien dont le siège social est ZI robert Moinon , 95190 GOUSSAINVILLE.

### Article 2: remise en état

La société R.E.P. est tenue d'achever la remise de l'ancienne carrière au plus tard le 31 juillet 2007 selon le plan du 10/11/2005 ci-joint, avec les matériaux se trouvant actuellement sur le site de la carrière.

Les travaux pourront avoir lieu du lundi au vendredi sauf jour férié entre 7 et 18h :

-sans aucune sortie de matériau

-sans aucun apport de matériau extérieur

La société R.E.P. prend les dispositions nécessaires dans la conduite de la remise en état pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

La société R.E.P. doit adresser au préfet de seine et marne la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié avant le 31 janvier 2007.

### Article 3 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais (dès qu'il en a connaissance et à minima par téléphone) à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux.

Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

### Article 4 : Accès au site

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Pour limiter l'envol de poussières les pistes sont arrosées

Les véhicules sortant ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### Article 5 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Le site est clôturé et interdit au public.

### Article 6 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

**I-** Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.

Tous les entretiens de véhicules se font en atelier.

**II-** Le stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit.

**III-** Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

**IV -** l'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

### Article 7 : Pollution de l'air

L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

### Article 8 - Incendie et explosion

Les engins disposent d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

### Article 9 – Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets.

Ce registre mentionne a minima la nature des déchets et leur origine, la quantité, la date d'enlèvement, le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la destination et le mode d'élimination.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 3 ans.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

La quantité des déchets stockés sur site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être entreposés conformément à l'article IV.3.1.

### Article 10 : Bruits et vibrations

Les travaux sont conduits de telle manière qu'ils ne puissent être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22h à 7 h Dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur à 45dB (A)	6dB(A)	Pas d'activité
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	Pas d'activité

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété	
	De 7 h à 18 h	De 18 h à 7 h
Limite ouest de la parcelle ZA 176	55 dB (A)	Pas d'activité
Limite ouest de la parcelle ZA 176	69 dB (A)	Pas d'activité

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

Les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant dès le début des travaux de remise en état. L'exploitant vérifie également le respect de l'émergence aux zones à émergences réglementées (hameau de Merlange et lotissement Nanon).

#### **Article 11 : Transport des matériaux**

Entrée et Sortie de matériaux interdite.

#### **Article 12: Documents à transmettre**

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

Documents	Échéance
Contrôle des niveaux sonores	Dès le début des travaux
Déclaration d'accident ou incident	immédiat
Déclaration de fin de travaux	Avant le 31 janvier 2007

### Article 13 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'environnement.

### Article 14 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de SAINT-GERMAIN-LAVAL et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie de SAINT-GERMAIN-LAVAL pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

### Article 15 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

### Article 16 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de sa notification.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### Article 17 : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés,

chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

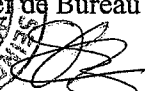
- Société R.E.P. 'Routière de l'Est Parisien,
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- les Maires de Saint-Germain-Laval, Salins, Marolles-sur-Seine, Montereau-Fault-Yonne, Forges, Laval-en-Brie, Echouboulains et Courcelles-en-Bassée,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 14 juin 2006

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Francis VUIBERT

COPIE AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau  
  
Brigitte CAMUS